

SALAIRE DES FONCTIONNAIRES : NOUS NE SOMMES PAS DES PRIVILÉGIÉS !

ÉGALITÉ SALARIALES ? COPIE À REVOIR

L'Insee a publié le 23 juillet 2025 une étude consacrée aux salaires perçus dans la fonction publique (Territoriale, Hospitalière et État) en 2023.

Si L'Insee constate que les agents de la fonction publique d'État (FPE) bénéficient des revenus moyens les plus élevés (2 886 euros nets par mois) des trois fonctions publiques, pour autant les trois versants subissent une baisse de leurs rémunérations après correction de l'inflation. On apprend également que les non-titulaires représentent plus de 6 emplois sur 10 dans les établissements publics administratifs !

La baisse de 0,4 % pour le versant État (0,7 % dans l'ensemble de la fonction publique) confirme la dégradation constante de la rémunération dans la fonction publique. En effet, les (faibles) augmentations de valeur du point en 2022 et 2023 ont été inférieures à l'inflation ! A noter que cette baisse de rémunération nette tient compte des revalorisations des premiers grades de catégorie C (juste pour les conserver au niveau du SMIC), de la hausse des rémunérations de la haute fonction publique et de mesures catégorielles (police, éducation nationale). En conséquence, les agents publics hors de ces périmètres ont vu leur rémunération encore plus se réduire, -1,7 % pour un agent de catégorie B !

Face à ces chiffres, les annonces du Premier Ministre de mi-juillet pour le budget 2026, qui prévoient l'absence de toute

mesure de revalorisation salariale tout autant que catégorielle, sont inacceptables.

Pour rappel, les agents-es publics ont également subi en 2024 la suppression de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (qui avait contribué à atténuer cette baisse des revenus réels en 2023) ainsi que la baisse de l'indemnisation du congé maladie ordinaire, y compris pour les femmes enceintes.

A profil identique, les femmes continuent de gagner moins que les hommes

Dans l'ensemble de la fonction publique, l'écart salarial entre les femmes et les hommes est toujours marqué. L'Insee continue de pointer la persistance d'écarts salariaux entre femmes et hommes dans les trois fonctions publiques.

Dans la fonction publique d'État, à profil identique (âge, qualification, statut et type d'employeur identiques), l'écart moyen de rémunération entre les femmes et les hommes est de 12,2 %. Cet écart se creuse au cours de la carrière pour atteindre 18 % à 60 ans et augmente également avec les catégories, pour atteindre 17 % pour les hauts revenus. De plus, les femmes occupent massivement les professions et les postes les moins rémunérateurs, parmi les 10 % des agents les moins rémunérés, 74 % sont des femmes !

🔊 Cela ne peut plus durer !

Alors que les conditions de travail et la qualité des services publics continuent de se dégrader, les fonctionnaires ne peuvent être une nouvelle fois sacrifiés sur l'autel de l'austérité.

Le manque d'attractivité de la fonction publique nous touche toutes et tous : le manque de personnels soignants, le manque de profs, le manque d'agents de la DGFIP, nous avons toutes et tous à y perdre.

Nous devons collectivement nous réunir pour débattre et préparer une mobilisation d'ampleur, unitaire et interprofessionnelle afin de stopper ce gouvernement dans sa politique de casse sociale !